

N'oubliez pas votre
cotisation syndicale

«REFONDATION» OU CASSE DE LA FONCTION PUBLIQUE ?

Le président de la république a présenté son programme de «refondation» de la fonction publique. Réduire le nombre de fonctionnaires, accroître la rentabilité des agents et réduire le périmètre de l'action de l'État et la présence des services sur le territoire sont les axes qui sous-tendent son «pacte 2012».

«Moins de services, moins de personnels, moins d'État»

Augmenter le volume des heures supplémentaires, développer la rémunération «au mérite» – qui pèse pourtant déjà très lourdement dans nos rémunérations, avec une différence de 130 000 euros pour un certifié et de 150 000 euros pour un agrégé entre une carrière au grand choix et une carrière à l'ancienneté-, gommer les références statutaires communes, faire dépendre le sort de chaque agent de l'emploi qu'il occupe et des hiérarchies locales plus que de la qualification qu'on lui reconnaît, recruter aux côtés des fonctionnaires des personnels de droit privé avec un contrat de «gré à gré»... Tout cela ne peut que dégrader nos métiers et le service public !

Tous en grève le
jeudi 20 novembre

Le statut : une garantie pour les personnels et les usagers

Le recrutement des personnels chargés d'une mission de service public se fait par concours, seul moyen de garantir réellement une sélection sur la base des qualifications, indépendamment des pressions politiques locales. Garantir aux fonctionnaires l'accès à un poste, à un statut, à une progression de carrière et à un salaire continué à l'issue de la période d'activité, c'est garantir aux usagers des personnels formés, qualifiés, indépendants donc efficaces.



C'est bien cette conception des services publics que le SNES défend avec la FSU, et qu'il défendra le 20 novembre 2007, jour du vote du budget à l'Assemblée Nationale, par une journée unitaire de grève et de manifestation, pour nos statuts, pour nos salaires, pour nos pensions, pour l'emploi public, pour la défense du service public et de ses missions.

NICE, LE 8 NOVEMBRE,
RICHARD GHIS.

- 279

C'est le nombre de postes supprimés en 3 ans dans notre académie soit l'équivalent de 5 collègues rayés de la carte.

Rentrée 2005 = - 147 postes

Rentrée 2006 = - 56 postes

Rentrée 2007 = - 176 postes

367

C'est le nombre de TZR disponibles au 1^{er} septembre 2007 pour remplacer les 10 231 enseignants devant les élèves en collège et lycée dans notre académie.

156 111

C'est le nombre d'heures supplémentaires prévues pour le remplacement de courte et moyenne durée et cela correspond à 240 postes !

+ 756

Nous avons contraint le recteur à réinjecter ces heures postes au mois de juin dans les lycées suite à notre victoire sur la suppression du décret de Robien dénaturant nos statuts.

Zéro !

C'est le nombre de TZR disponibles pour le remplacement de courte et moyenne durée en mathématiques depuis le 1^{er} septembre dans les zones var 1 intérieur et var 2 ouest ... Embauchez !

Un livre sur le métier qui ne s'écrit pas sans nous...

Ce «livre vert» dont vous êtes le héros !

Alors qu'un véritable travail sur nos missions, sur nos conditions d'exercice et notre niveau de rémunération, est le préalable à la relance de la démocratisation du système éducatif, la Commission Pochart, sur la revalorisation du métier enseignant qui publiera son «livre vert» en décembre, centre sa réflexion sur la remise en cause des fondements de nos statuts et de nos métiers.

Haro sur l'heure de cours et sur la définition hebdomadaire de nos services.

Haro sur l'heure de cours et sur la définition hebdomadaire de nos services qui seraient des freins à toute initiative locale ; vive l'autonomie des établissements, la contractualisation, l'augmentation de notre temps de travail et l'extension de nos missions ! Est-ce par les assouplissements locaux et la déréglementation que les objectifs communs de réussite pour tous les élèves seront tenus ? Dans de nombreux lycées de l'académie, le non respect des horaires réglementaires en langues, le non respect des dédoublements, pénalisent les élèves dans leur apprentissage et mettent les collègues en difficulté dans l'exercice de leur métier. En collège où les effectifs des

classes sont nationalement parmi les plus lourds, les enseignements en groupes doivent-ils rester soumis aux arbitrages locaux, avec le risque de voir les conditions d'enseignement et d'apprentissage fluctuer d'une année sur l'autre et d'un établissement à l'autre ? Est-ce en introduisant la «performance» dans l'évaluation des personnels que l'on améliorera la démocratisation du système éducatif ?

Est-ce en renforçant le rôle du chef d'établissement dans l'évaluation, la gestion, et le déroulement des carrières que nos métiers seront revalorisés ? Le bilan académique sur la hors classe n'a que trop montré les dangers d'une promotion soumise aux fluctuations d'avis basés sur des critères opaques et souvent arbitraires ! Faudra-t-il accepter de décentrer nos missions vers le périphérique pour espérer une «augmentation salariale» ponctuelle et soumise aux heures supplémentaires ?

Ces orientations de la Commission présentées au SNES le 10 octobre dernier sont extrêmement dangereuses pour nos missions. Parce que dans l'académie, nous en connaissons d'ores et déjà les risques, le 20 novembre, mobilisons-nous massivement et modifions le scénario de la Commission, imposons une autre politique, pour nos élèves et nos professions. ■

CORINNE GIOANNI.

Un budget de rigueur au nom d'une idéologie

Des recettes qui diminuent de 12 milliards sous le soleil de l'été en raison des cadeaux fiscaux, un déficit qui croît mécaniquement, justifiant des coupes claires dans les dépenses. Ce budget d'austérité qui prévoit de supprimer près de 23 000 emplois de fonctionnaires en 2008 va mettre un peu plus en difficulté notre travail au quotidien en nous retirant près de 9 000 enseignants à la prochaine rentrée et en programmant 70 000 suppressions dans les cinq ans à venir ! Dans notre académie on nous a déjà retiré plus de 279 postes en trois ans et nous sommes toujours derniers de toutes les académies pour les taux d'encadrement en lycée et antépénultième pour les collèges. L'argument démographique élevé au rang de théorème n'a plus cours car les services du ministère prévoient une remontée des effectifs dans les collèges dès la rentrée 2008...cherchez l'erreur !

Il faudrait être naïf pour croire que ces décisions budgétaires n'ont pas pour finalité la casse des services publics. Qui pourrait croire par ailleurs que de telles coupes sur les personnels dans l'éducation ne vont

pas avoir aussi de graves conséquences pour la scolarité de nos élèves en terme d'offre d'éducation et de conditions de travail (horaires élèves, options, effectifs par classe, etc.).

Le discours sur le budget de l'éducation nationale premier de l'État masque des réalités qui méritent d'être examinées de plus près. En effet, depuis plusieurs années, on assiste en France à un recul constant de la part du budget de l'État, et donc de la part du budget de l'Éducation nationale par rapport au PIB : ramené à la richesse nationale, l'investissement éducatif, dont tous les gouvernements prétendent faire leur priorité, ne cesse de baisser (7,6 % en 1995, 6,9 % en 2005). Le SNES et la profession se font une autre idée de ce que la nation doit à son école : des personnels recrutés en nombre suffisant, respectés dans leurs missions, leurs statuts et leurs rémunérations, une ambition pour la réussite de tous les jeunes. C'est pour défendre cette idée de la place de l'école et de ceux qui la font vivre dans la société que nous serons massivement en grève le 20 novembre prochain. ■

RICHARD GHIS.

Smicardisation de la société, paupérisation de nos professions

Tous en grève le 20 novembre pour une revalorisation salariale

Les récentes études indiquent qu'en quelques années, la société s'est smicardisée : 15% des salariés au niveau du salaire minimum, 40% en dessous de 1,3 smic. Concomitamment, entre 1998 et 2005, les 3500 foyers les plus riches ont vu leur pouvoir d'achat augmenter jusqu'à 42,6%...

Les fonctionnaires sont les premiers à payer le prix de ce glissement. Avec le ministre, le président lui-même¹, reconnaît la dévalorisation salariale des enseignants, citant le constat du SNES : un certifié, CPE ou CO-Psy débute à 125% du SMIC contre plus du double en 1981 ; le pouvoir d'achat du 11e échelon correspond à celui du 9e il y a 25 ans ; le salaire moyen d'un enseignant représente les deux tiers de celui d'un cadre du privé ou de la fonction publique.

Cette régression est principalement imputable à l'érosion du pouvoir d'achat du point d'indice de la fonction publique. Désormais, seules les progressions de carrière freinent la perte de pouvoir d'achat : progresser dans la carrière s'apparente à «remonter un escalator qui descend». La remise en cause depuis 3 ans de l'engagement de rendre la hors-classe accessible au plus grand nombre aggrave le bilan : de nombreux collègues sont désormais écartés de la promotion alors qu'avant 2005, près des deux tiers des collègues partaient à la retraite en ayant accédé à la hors-classe.

Pour le gouvernement, la solution passe par les heures supplémentaires (et les suppressions de postes : «moins nombreux, mieux payés»... Qui va gober ça ?). Nul n'ignore que l'axiome «travailler plus pour gagner plus» laisse à l'écart la majorité des salariés... Quand

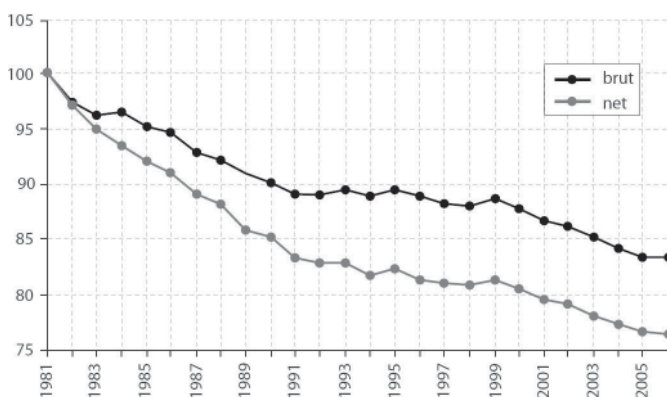
bien même, ces HS aggraveraient la charge de travail de métiers qui n'ont pas eu de RTT et ont vu s'alourdir leur charge de travail.

Suite aux conférences sur le métier d'enseignant (un «Livre vert» doit être remis en décembre par la «commission Pochart»), le gouvernement s'apprête à ajouter aux HS des indemnités accordées en fonction de la performance de chacun. La notion de «performance» serait introduite en liant évaluation des enseignants et progrès des élèves. Le rôle des chefs d'établissement serait renforcé dans le déroulement des carrières des personnels, la notion de contrat étant un élément central.

Le «Livre vert» pourrait donc déboucher sur des remises en cause de nos missions, et rester très éloigné des attentes de nos professions et des réponses qu'appelle la situation salariale de nos professions. Nul n'ignore que le «mérite individuel» est le cache-sexe d'une politique de bas salaires (sauf pour certains !), portée par un gouvernement qui refuse d'ouvrir de vraies négociations salariales. Pour peser dans les débats et inverser la tendance, il importe d'utiliser le questionnaire du SNES sur nos métiers, et de se mobiliser massivement le 20 novembre avec toutes les fonctions publiques pour l'emploi public, le service publics et nos salaires. ■

ERIC MICHELANGELI.

Progresser dans la carrière s'apparente à «remonter un escalator qui descend».



Évolution de la valeur du point d'indice (base 100 en 1981)

1. «J'ai bien conscience que votre statut social, votre pouvoir d'achat, se sont dégradés au fur et à mesure que votre tâche devenait plus lourde, vos conditions de travail plus éprouvantes.» - Nicolas Sarkozy, lettre aux éducateurs, septembre 2007



**Stagiaires :
bienvenue au
club !**

**Premier bilan des
services des
stagiaires IUFM dans
l'académie**

Le pire était à craindre avec l'augmentation possible des services des stagiaires à 8 heures, mais la réalité a souvent dépassé les prévisions les plus pessimistes.

Ainsi, sur 59 stagiaires qui ont répondu à notre enquête, la moitié ont une quotité de service hebdomadaire supérieure à 6 heures (en langues, mathématiques et lettres notamment). Certains chefs d'établissement ont rivalisé d'ingéniosité pour utiliser les possibilités offertes par cette augmentation et faire des économies sur les dotations : plusieurs stagiaires se sont ainsi vu imposer des heures de soutien obligatoires, des heures d'aide individualisée pour des classes dont ils n'avaient pas la responsabilité. 10 stagiaires sur 60 partagent une classe avec un autre collègue, parfois avec un autre stagiaire pour atteindre un service de 8 heures ! Etrange conception de l'apprentissage du travail en équipe ! Pour 10 collègues stagiaires, l'augmentation de la quotité de service à 8 heures s'est traduite par un niveau de plus à prendre en charge. Certains ont même à préparer les cours pour tous les niveaux du collège ou du lycée. De profondes distorsions existent. Les conditions de découverte du métier sont sacrifiées sur l'autel des logiques budgétaires.

Et l'année de formation dans tout cela ? Et la réflexion sur le métier, l'approfondissement du champ disciplinaire ... «On fait ce que l'on peut» diront certains. Nous avons au SNES une ambition bien autre pour la formation de nos jeunes collègues.

Nous sommes intervenus auprès de la direction de l'IUFM pour faire part de ces distorsions et alerter sur les risques d'iniquité au moment de la validation des stagiaires. Nous interpellons le Recteur dans les jours à venir. Dans tous les cas, ces situations reflètent la fragilisation de nos métiers. C'est collectivement et massivement qu'il faudra riposter le 20 novembre. ■

CORINNE GIOANNI.

Mardi 20 novembre

Grève unitaire nationale

dans l'Éducation et la Fonction Publique

Pour la réussite de tous les jeunes,
Pour la revalorisation du pouvoir d'achat,
Pour le respect de nos métiers et de nos statuts,
Pour la restitution des postes supprimés ,
Pour la résorption de la précarité,
Pour d'autres choix pour nos retraites.

Manifestations



à **Nice, 10h**

à la «Tête au carré»

à **Toulon, 10h**

place de la Liberté



à **Draguignan, 10h30**

devant la sous-préfecture

